

Note de synthèse



1. Contexte et principaux enjeux

2. Récents développements

Développements en matière d'accords de partenariat de pêche durable en 2013/14

Action des organisations régionales de gestion des pêches

Autres activités de pêche de l'UE dans la région

Cohérence avec la politique de développement

Cohérence avec le commerce

Mise en œuvre de la réglementation de l'UE sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée

3. Implications pour les pays ACP

Tirer profit des changements introduits dans les APPD pour améliorer les perspectives de développement durable

Inscrire la lutte contre la pêche INN au rang des priorités

Diversifier les partenaires, les marchés et les clients

Secteur de la pêche des pays africains riverains de l'Atlantique : les problèmes qui se posent aux pays ACP

1. Contexte et principaux enjeux

Dans un contexte où la plupart des accords de pêche de l'UE définissent l'accès des flottes de l'UE aux ressources thonières, l'Afrique de l'Ouest est actuellement la seule région ACP où l'UE a des accords permettant aux flottes de l'UE d'accéder aux ressources non thonières (dits « accords mixtes »). La plupart de ces ressources non thonières étant également ciblées par le secteur local, ces accords ont été largement débattus, et des changements importants ont été introduits dans les

nouveaux accords, afin de pallier leur impact sur le secteur de la pêche local.

« L'Afrique de l'Ouest est actuellement la seule région ACP où l'UE a des accords permettant aux flottes de l'UE d'accéder aux ressources non-thonières »

Il existe actuellement cinq accords de partenariat de pêche (APP) avec les pays ACP ouest-africains, avec

un protocole en vigueur : la Mauritanie, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, le Gabon et São Tomé et Príncipe, dont quatre sont en négociation pour le renouvellement des protocoles, à savoir le Cap-Vert, la Mauritanie, la Guinée-Bissau et São Tomé et Príncipe. Un accord de partenariat de pêche durable (APPD) a également été signé avec le Sénégal et attend d'être mis en œuvre. La CE a publié une évaluation *ex ante* pour un éventuel APPD UE-Liberia et un protocole mettant l'accent sur le thon, mais aucune négociation formelle n'a encore débuté. Le protocole avec le Maroc – qui a des implications pour les activités des flottes européennes dans d'autres pays ouest-africains (parce que les eaux marocaines en particulier fournissent un accès aux ressources partagées avec d'autres pays ouest-africains) – a récemment été ratifié par les deux parties.

« Les résultats des entreprises conjointes dans le secteur de la pêche sont variables, et dépendent bien souvent du niveau général de gouvernance des pêcheries dans le pays concerné »

Du fait de la réforme de la Politique commune de la pêche (PCP) de l'UE, l'accent a davantage été mis sur l'amélioration de la cohérence entre la politique extérieure de la pêche de l'UE, poursuivie par le biais des APPD, et la coopération au développement. Un premier exemple de cette nouvelle orientation est le dernier protocole d'APPD signé entre l'UE et le Sénégal, qui est basé sur des actions conjointes visant à lutter contre la pêche illégale.

Les entreprises de pêche de l'UE ont également établi des entreprises conjointes avec des pays africains

riverains de l'Atlantique (en particulier avec l'Afrique du Nord-Ouest, mais également avec l'Afrique du Sud et la Namibie, pour l'exploitation du merlu). Les résultats de ces entreprises conjointes sont variables, et dépendent bien souvent du niveau général de gouvernance des pêcheries dans le pays concerné.

Plusieurs pays africains riverains de l'Atlantique sont des sources importantes d'importations de poisson sur le marché de l'UE : la Côte d'Ivoire et le Ghana pour le thon ; le Sénégal et la Mauritanie pour les espèces démersales (par ex. la sole) ; et la Namibie et l'Afrique du Sud pour le merlu. Parmi les exportations du Sénégal et de la Mauritanie, figurent les produits du secteur artisanal local.

Bon nombre des pays de la côte atlantique de l'Afrique bénéficient de préférences tarifaires. Les problèmes du secteur de la pêche ont souvent été mis en évidence durant les négociations d'accord de partenariat économique (APE) avec l'UE, en particulier en ce qui concerne les règles d'origine pour le thon. Toutefois, les préférences tarifaires n'ont de valeur que si d'autres normes de l'UE – sanitaires et phytosanitaires (SPS), et les exigences en matière de pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) – peuvent être respectées. Au cours des 12 derniers mois, deux pays ACP de la région (Guinée et Ghana) ont reçu un avertissement de l'UE parce qu'ils n'agissaient pas suffisamment pour combattre la pêche INN. Dans le cas de la Guinée, cela a débouché sur une interdiction des importations de la Guinée vers le marché de l'UE.

2. Récents développements

Développements en matière d'accords de partenariat de pêche durable en 2013/14

Mauritanie

L'accord UE-Mauritanie est le plus grand APP de l'UE, que ce soit en termes de volume des captures ou de contribution financière. Le protocole actuel est appliqué à titre provisoire depuis le 16 décembre 2012, mais n'a été ratifié par le Parlement européen (PE) que le 8 octobre 2013. Bien que sa flotte de pêche au poulpe ait été interdite d'accès dans les eaux mauritaniennes, l'Espagne reste le principal bénéficiaire de l'accord.

La question de la compensation financière a fait l'objet de très nombreuses discussions lors des négociations pour le renouvellement de l'APPD UE-Mauritanie. La CE a fait valoir que vu les changements dans les zones de pêche pour les petits pélagiques, qui ont réduit les possibilités pour les navires de l'UE de capturer du poisson, le niveau de compensation financière devait être réduit. Le négociateur en chef mauritanien, cependant, a considéré que la compensation financière était un paiement pour des droits d'accès aux pêcheries et ne devait pas être confondu avec les redevances calculées sur la base du tonnage de poisson capturé (voir article *Agritrade* « [L'UE et la Mauritanie reprennent le chemin des négociations pour un APPD](#) », 18 septembre 2014).

Les négociations reposaient sur le principe consistant à octroyer un accès uniquement à l'excédent des ressources qui ne peuvent être capturées

par le secteur local. Sur cette base, il a été décidé que, conformément au protocole précédent, aucun accès ne devait être accordé à la pêcherie au poulpe. En conséquence, le syndicat représentant les travailleurs espagnols sur les chalutiers céphalopodières a averti que les navires exclus de la Mauritanie seraient bientôt mis à la casse. Les autorités espagnoles ont demandé à ce que l'APP UE-Guinée-Bissau soit réactivé, et à ce que la coopération en matière de pêche avec la Guinée soit examinée (voir article *Agritrade* « [La flotte de pêche au poulpe exclue de la Mauritanie en quête de nouvelles pêcheries en Afrique de l'Ouest](#) », 11 novembre 2013).

« La "clause de non-discrimination" de l'accord UE-Mauritanie offre une garantie au secteur de la pêche local que les critères de durabilité appliqués aux flottes européennes seront également appliqués à toutes les autres flottes de pêche en eaux lointaines »

D'après une évaluation publiée par la Commission européenne, l'UE a payé 67 millions € de compensation financière pour des droits d'accès, mais n'a pas encore payé le soutien sectoriel de 3 millions €, puisqu'il y a encore des fonds non dépensés au titre de l'ancien protocole. Le nouveau protocole n'a pas été réellement efficace au cours des six premiers mois de fonctionnement : des conditions techniques plus strictes ont rendu les activités moins rentables pour certaines flottes de l'UE, et certains navires n'ont pas utilisé les licences disponibles. Avec la PCP réformée, toute une série de nouvelles questions devront être abordées pour s'assurer que le protocole répond aux exigences définies pour les APPD (voir article *Agritrade* « [Mauritanie : négociations à venir pour le renouvellement du protocole d'APP](#) », 3 mars 2014).

L'UE et la société civile mauritanienne ont fait campagne en faveur du protocole, mettant en avant les bénéfices de la « clause de non-discrimination », qui exige que le pays ACP signant l'APP applique les mêmes conditions techniques et financières convenues pour les flottes de l'UE à d'autres flottes étrangères. Ceci offre une garantie au secteur de la pêche local selon laquelle les critères de durabilité appliqués aux flottes européennes seront également appliqués à toutes les autres flottes de pêche en eaux lointaines (voir article *Agritrade* « [Le Parlement européen approuve l'APP UE-Mauritanie pourtant controversé](#) », 11 novembre 2013).

Sénégal

Bien que le Sénégal ait été le premier pays africain à signer un accord de pêche avec l'UE dans les années 1980, le protocole n'a pas été renouvelé en 2006. Toutefois, des entreprises européennes ont également été présentes au Sénégal au travers d'entreprises conjointes, et celles-ci sont toujours en activité. En effet, ces derniers mois, certains chalutiers européens, qui ne sont plus autorisés à pêcher dans les eaux mauritaniennes, battent aujourd'hui pavillon sénégalais.

« A travers l'APPD, l'UE et le Sénégal ont renoué le dialogue sur un accord axé non seulement sur l'accès mais aussi sur la lutte contre la pêche INN »

En 2013, l'UE et le Sénégal ont renoué le dialogue sur un accord axé non seulement sur les problèmes d'accès mais aussi sur la lutte contre la pêche INN (voir article *Agritrade* « [La lutte contre la pêche INN en tant que base des nouvelles relations Sénégal-UE](#) », 3 mars 2014). Les accords d'accès aux pêcheries avec des pays étrangers sont une question sensible au Sénégal, et certains ont déploré le manque

de participation des parties prenantes sénégalaises au processus de négociation (voir article *Agritrade* « [L'UE et le Sénégal prolongent le partenariat de pêche](#) », 16 juin 2014). Durant les négociations, il a été précisé que l'accès ne serait accordé qu'aux stocks excédentaires. Étant donné la situation des stocks de merlu du pays, certains se sont inquiétés de l'allocation des possibilités de pêche pour le merlu dans le cadre du protocole de l'APPD. Cette question de l'accès à l'excédent ne se pose pas pour les accords sur le thon, puisque les pêcheries au thon tropicales sont gérées par les organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) – la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT) dans le cas du Sénégal – et l'accès octroyé aux pays (tels que l'UE ou le Sénégal) est décidé à ce niveau (voir article *Agritrade* « [Sénégal : Dakar cherche "un approvisionnement régulier" pour ses usines de transformation du thon](#) », 28 avril 2014).

Néanmoins, malgré les inquiétudes exprimées concernant la pêche au merlu, l'accord obtenu en vertu du projet de protocole d'APPD de cinq ans a accordé un accès à 36 navires ciblant le thon et à deux navires pêchant le merlu dans la zone économique exclusive du Sénégal (ZEE). Un total de 8 690 000 € de compensation financière sur la durée du protocole a été convenu.

Guinée-Bissau

Bien qu'un protocole de trois ans ait été négocié en 2012, il n'est jamais entré en vigueur après le coup d'État en Guinée-Bissau en avril 2012. Ce protocole a fourni à l'UE des possibilités de pêche pour le thon, les céphalopodes et les crevettes. L'UE et le gouvernement de la Guinée-Bissau ont tous deux convenu de réactiver la

procédure de ratification de l'APPD. À ce jour, il y a eu des discussions sur les questions liées à l'approfondissement de la coopération dans la lutte contre la pêche illicite et sur la nécessité d'une plus grande transparence dans l'utilisation de l'aide au secteur de la pêche de l'UE. S'agissant de la transparence, le gouvernement de la Guinée-Bissau publie maintenant les accords conclus avec les entreprises ou pays étrangers, y compris les accords avec l'UE, le Sénégal et la Chine.

Cap-Vert

Le Cap-Vert et l'UE ont entamé des négociations pour le renouvellement de leur accord de pêche. L'accord actuel autorise 28 thoniers européens (16 d'Espagne et 12 de France) et 35 palangriers de surface (26 d'Espagne et 9 du Portugal) à opérer dans la ZEE du Cap-Vert. D'après l'étude d'évaluation, l'APP entre le Cap-Vert et l'UE était « plus que satisfaisant », en raison des volumes élevés de poisson capturés dans les eaux du Cap-Vert. Pour le nouveau protocole, les autorités du Cap-Vert ont insisté sur la nécessité d'exercer un contrôle plus rigoureux sur leurs ressources maritimes et de tenir compte des préoccupations des pêcheurs locaux sur les conséquences de l'APP pour l'emploi et la sécurité alimentaire des familles capverdiennes (voir article *Agritrade* « [Le Cap-Vert et l'UE reprennent les négociations de leur APP](#) », 13 janvier 2014).

Liberia

Au Liberia, certains évoquent des négociations potentielles d'APPD avec de nouveaux pays partenaires, y compris l'UE. La ZEE du Liberia ayant été pendant des dizaines d'années une zone de pêche importante pour les thoniers, les senneurs à senne coulissante étrangers (français et espagnols) ont tenté de négocier un accord

avec les autorités du Liberia, sous la forme d'un mémorandum d'entente, qui a été rendu public par les autorités libériennes. L'évaluation réalisée par l'UE examine tout particulièrement les avantages et les inconvénients d'avoir un APPD sur le thon ou de laisser les armateurs négocier et finaliser leur mémorandum d'entente avec le Liberia. Les évaluateurs soulignent combien l'existence d'un cadre d'APPD pour le thon peut améliorer la gouvernance générale des activités de pêche de l'UE (voir article *Agritrade* « [Un APPD pourrait être dans l'intérêt de l'UE et du Liberia](#) », 28 avril 2014).

Action des organisations régionales de gestion des pêches

« Les évaluateurs soulignent combien l'existence d'un cadre d'APPD avec le Liberia pour le thon peut améliorer la gouvernance générale des activités de pêche de l'UE »

Dans l'Atlantique, les navires battant pavillon européen sont principalement actifs dans la pêche au thon. L'ICCAT est l'ORGP pertinente dans l'océan Atlantique. Mis à part l'ICCAT, il existe d'autres organisations régionales et sous-régionales qui opèrent dans la région d'Afrique de l'Ouest, notamment la Commission sous-régionale des pêches (CSRPF), comprenant sept pays ouest-africains côtiers, et la Conférence ministérielle sur la coopération halieutique entre les États riverains de l'océan Atlantique (ATLAFCO/COMHAFAT – une organisation inter-gouvernementale composée de 22 pays africains).

En mai 2013, la COMHAFAT et le Conseil consultatif de la pêche lointaine de l'UE (LDAC) ont signé un mémorandum d'entente qui établit un cadre de coopération pour la pro-

motion de la pêche durable. À la fin octobre 2013, ils ont conjointement organisé un atelier au Parlement européen sur « L'amélioration de la bonne gouvernance et de la lutte contre la pêche INN au travers du dialogue LDRAC-COMHAFAT », rassemblant des représentants de pratiquement toutes les administrations de pêche des membres de la COMHAFAT, les administrations de l'UE, les organisations africaines et européennes et les ONG. La mise en place d'un dialogue plus permanent au moyen d'un groupe de travail entre les parties prenantes du secteur de la pêche de l'UE et les 22 pays membres africains de la COMHAFAT a également été convenue. Ce groupe fournira un forum supplémentaire où les deux parties, via des échanges soutenus et sans qu'aucune pression ne soit exercée par les négociations d'APPD, pourront améliorer leur compréhension mutuelle. Ce forum pourra également jouer un rôle capital lorsque l'UE commencera à définir une stratégie de pêche générale de l'UE pour l'Atlantique, comme cela est proposé dans la communication de la CE sur la dimension extérieure de la PCP réformée (voir article *Agritrade* « [Le LDRAC et COMHAFAT collaboreront pour améliorer la bonne gouvernance des pêcheries](#) », 13 janvier 2014).

Autres activités de pêche de l'UE dans la région

L'UE est loin d'être la seule flotte étrangère intéressée par les eaux ouest-africaines. La Chine et la Russie sont de plus en plus présentes dans cette région.

La Chine a conclu un accord de quatre ans avec la Guinée-Bissau pour capturer des crevettes, des céphalopodes et des espèces démersales, mais cet accord ne couvre que les activités d'une seule entreprise chinoise :

China Fisheries National Corporation (CNFC). D'autres navires d'origine chinoise sont actifs dans les eaux guinéennes en vertu de contrats d'affrètement, ces navires affrétés fournissant du poisson essentiellement au marché local (voir article *Agritrade* « [La Guinée-Bissau et l'UE relancent la procédure pour un APPD](#) », 19 septembre 2014).

« L'UE est loin d'être la seule flotte étrangère intéressée par les eaux ouest-africaines - la Chine et la Russie sont de plus en plus présentes »

Traditionnellement, l'URSS exploitait la plus grande flotte par le volume des captures, pêchant les petits pélagiques. Plus récemment, la Russie a conclu des accords avec pratiquement chaque pays africain riverain de l'Atlantique, des accords bilatéraux étant en place avec le Maroc, la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie, la Guinée-Bissau, la Guinée, la Sierra Leone, l'Angola, la Namibie et l'Afrique du Sud. Des accords sont actuellement renégociés avec la Sierra Leone, la Gambie et l'Afrique du Sud. Bien que ces accords soient essentiellement des accords de coopération, couvrant le travail de développement dans des domaines tels que la recherche, la surveillance des pêcheries et la formation, ils fournissent également le cadre juridique régissant l'accès de la flotte russe aux ZEE des nations africaines. Les navires russes travaillent de manière saisonnière, ciblant les stocks de petits pélagiques, en se concentrant sur le maquereau et le chinchard en particulier. Contrairement aux flottes européennes, la sardinelle est un second choix pour les flottes russes (voir interview *Agritrade* « [La Russie a des accords bilatéraux avec plus ou moins tous les États de la façade Atlantique africaine](#) », 4 août 2013).

Cohérence avec la politique de développement

La nécessité d'examiner comment les partenariats de pêche UE-ACP pourraient être alignés sur le cadre existant de l'accord de Cotonou, ses structures et outils, a été abordée lors des discussions au PE sur l'APP UE-Côte d'Ivoire. Des intérêts communs ont été identifiés, tels que la lutte contre la pêche INN, et le renforcement nécessaire des capacités de suivi, de contrôle et de surveillance, ainsi que la nécessité d'améliorer la cohérence dans les actions poursuivies au titre des différentes politiques de l'UE.

Le gouvernement de la Côte d'Ivoire a demandé le soutien de l'UE pour améliorer sa capacité de suivi, de contrôle et de surveillance, au-delà de la contribution financière de l'APP. L'avis de la commission du développement du PE sur l'APP UE-Côte d'Ivoire a abondé dans ce sens, soulignant que les actions menées dans le cadre de l'APPD « doivent être coordonnées avec les actions financées au titre des autres programmes de développement de l'UE, notamment le 11e FED et le programme ACP Fish II, ainsi qu'avec les programmes régionaux et nationaux ivoiriens » (voir article *Agritrade* « [Les fonds de l'APP UE-Côte d'Ivoire devraient être "coordonnés" avec le 11e Fonds européen de développement \(FED\) selon la commission du développement du PE](#) », 11 novembre 2013).

Cohérence avec le commerce

Bien que les implications d'une non-conclusion du processus d'APE avant octobre 2014 aient suscité quelques craintes en Côte d'Ivoire et en Namibie, la conclusion d'un APE Afrique de l'Ouest-UE en juillet 2014 et la conclusion ultérieure du processus d'APE

SADC font que ces préoccupations n'ont plus lieu d'être (voir articles *Agritrade* « [La Côte d'Ivoire entend améliorer son accès aux marchés européens du thon](#) », 26 octobre 2013, et « [Négociations d'APE : la viabilité de l'industrie de la pêche namibienne est-elle en jeu ?](#) », 2 décembre 2013). La Pacific Islands Forum Fisheries Agency a noté, en septembre 2014, que la conclusion du processus d'APE au Ghana (qui approvisionne 5 % des importations totales de thon de l'UE) donnerait un nouvel élan à l'entreprise conjointe de mise en conserve du thon impliquant un négociant de thon taïwanais et une entreprise de pêche coréenne. L'usine devrait transformer environ 20 000 tonnes de thon en conserve par an, dont 25 % sont capturés par des canneurs. Les analystes ont fait valoir que, malgré l'importance du marché régional pour les produits transformés, le Ghana est peu susceptible d'abandonner sa structure actuelle des exportations vers le marché de l'UE pour le thon (voir article *Agritrade* « [Développements dans les relations de pêche Ghana-UE](#) », 8 octobre 2014).

En Namibie, certains groupes de pêche reçoivent des encouragements du gouvernement et un soutien pour poursuivre la diversification de marché et la transformation à plus forte valeur ajoutée. La production de merlu à plus forte valeur ajoutée est une tendance émergente dans le pays, l'autre grande tendance étant le remplacement du merlu par le maquereau en tant que principale source de revenus de la pêche. Le chinchard, considéré par certains comme un produit bas de gamme, présente un énorme potentiel du fait de sa popularité sur le marché africain. Le chinchard à plus forte valeur ajoutée, tel que le chinchard fumé et la soupe de chinchard, est également en cours de développement (voir article *Agritrade* « [Le poisson namibien ne doit pas être retenu](#) »).

en otage par un marché unique”, affirme le ministre », 22 juillet 2013).

En janvier 2014, le ministre nigérian de l'agriculture et du développement rural a annoncé que les importations de poisson, en particulier de petits pélagiques surgelés, seraient progressivement interdites afin de promouvoir la production locale. Les flottes (notamment russes et européennes) vendant des petits pélagiques surgelés au Nigeria se sont inquiétées à l'annonce de cette mesure. En analysant pourquoi les petits pélagiques surgelés importés sont meilleur marché que le poisson produit au niveau local, il est intéressant de noter que ceux-ci proviennent en partie des zones de pêche de Mauritanie et du Maroc, capturés par des chalutiers européens (par le biais des accords de partenariat de pêche) et russes (voir article *Agritrade* « [Nigeria : l'embargo sur les importations de petits pélagiques surgelés à partir de janvier 2014 est confirmé](#) », 27 janvier 2014).

« Une question qui gagne en importance est la possibilité de développer une chaîne d'approvisionnement entre les pays d'Afrique de l'Ouest dont les eaux sont riches en ressources, et les pays présentant un marché important »

Une question connexe qui gagne en importance est la possibilité de développer une chaîne d'approvisionnement alternative entre les pays d'Afrique de l'Ouest dont les eaux sont riches en ressources, en particulier pour les petits pélagiques (Sénégal et Mauritanie), et les pays présentant un marché important pour ces poissons (par ex. Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria). Dernièrement, les pêcheurs artisanaux mauritaniens ont tenté de développer une petite flotte de senneurs artisanaux pour

capturer des petits pélagiques. Si les pêcheurs artisanaux sénégalais et mauritaniens ont la priorité et sont capables d'obtenir un accès à ces ressources en vertu d'un système de gestion régional, cela pourrait dynamiser le développement du commerce de poisson pour transformation à l'échelle artisanale dans la région d'Afrique de l'Ouest (voir interview *Agritrade* « [“Nous devrions développer une filière d'approvisionnement alternative, basée sur la pêche artisanale”](#) », 15 janvier 2014).

Mise en œuvre de la réglementation de l'UE sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée

L'Afrique de l'Ouest a été identifiée comme étant une région où la pêche INN constitue un obstacle majeur à la mise en place de pêcheries durables.

La Côte d'Ivoire a inscrit la lutte contre la pêche INN au rang des priorités de son nouveau protocole d'APPD avec l'UE. Le gouvernement de la Côte d'Ivoire a demandé à ce que les certificats de captures utilisés pour satisfaire à la réglementation sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) soient intégrés dans le système TRACES (voir article *Agritrade* « [La Côte d'Ivoire entend améliorer son accès aux marchés européens du thon](#) », 26 octobre 2013). Le gouvernement a déjà utilisé le système TRACES pour améliorer sa capacité à répondre aux exigences SPS de l'UE. (Le système TRACES est un instrument qui facilite l'accès aux marchés de l'UE, au travers de l'utilisation de la transmission électronique des certificats sanitaires aux autorités européennes.)

Le Sénégal a été témoin d'activités de pêche illicites dans sa ZEE et souhaite

renforcer ses capacités à lutter contre ces activités qui menacent ses ressources halieutiques et ses activités de pêche. Par conséquent, la lutte contre la pêche INN est au cœur de l'APPD récemment conclu avec l'UE. Cet APPD a été signé quelques semaines seulement après qu'un chalutier russe, l'Oleg Naydenov, eut été arraisonné par les autorités sénégalaises pour pêche INN, ce qui souligne à la fois la volonté politique du Sénégal de combattre la pêche INN et les limites de ses capacités actuelles en matière de suivi, contrôle et surveillance (voir article *Agritrade* « [La lutte contre la pêche INN en tant que base des nouvelles relations Sénégal-UE](#) », 3 mars 2014).

« Suite à son identification comme pays non-coopérant, la situation est complexe pour la Guinée, qui a des problèmes de pêche INN à résoudre aussi bien en tant qu'État du pavillon qu'en tant qu'État côtier »

En ce qui concerne la mise en œuvre de la réglementation de l'UE en matière de pêche INN, la Guinée a été identifiée (avec le Belize et le Cambodge) comme étant un « pays non coopérant ». Des manquements ont été décelés dans ces pays, notamment une mauvaise gestion des pêcheries, une mise en œuvre insuffisante des mesures de contrôle et de suivi, et l'absence de sanctions crédibles. L'UE a non seulement interdit l'importation de poisson en provenance de ces trois pays, mais a également empêché les navires européens de pêcher dans les eaux de ces pays, que ce soit par le biais d'accords de pêche ou d'entreprises conjointes. Bien que les ONG aient salué cette décision, le secteur européen de la pêche trouve que ces sanctions « manquent de poigne », car le poisson INN capturé dans les

eaux guinéennes peut encore être écoulé sur les marchés internationaux (voir article *Agritrade* « [Les opérateurs exerçant des activités de pêche légales affectés par l'inclusion de la Guinée, du Belize et du Cambodge dans la liste noire de l'UE concernant la pêche INN](#) », 28 avril 2014).

La situation guinéenne est complexe, car la Guinée a des problèmes de pêche INN à résoudre aussi bien en tant qu'État du pavillon qu'en tant qu'État côtier. La Guinée doit par conséquent s'engager dans la réforme de sa politique de pêche globale, pour laquelle une volonté politique, ainsi que des moyens financiers et humains sont nécessaires (voir article *Agritrade* « [Règlement de l'UE en matière de pêche INN : des interdictions d'importation de poisson proposées à l'encontre de la Guinée, du Belize et du Cambodge](#) », 23 décembre 2013). Des efforts ont été entrepris au niveau régional pour rassembler toutes les parties prenantes, afin d'effectuer un diagnostic de la situation et formuler des recommandations pour gérer les activités de pêche INN (voir article *Agritrade* « [Peu de progrès dans la lutte contre la pêche INN en Guinée](#) », 11 novembre 2013).

« Les discussions sur le renouvellement de l'APPD UE-Mauritanie ont introduit une nouvelle base pour les coûts d'accès pour les flottes de l'UE »

Depuis décembre 2013, d'autres pays ciblés par la réglementation de l'UE en matière de pêche INN ont commencé à développer une nouvelle législation et à améliorer leurs systèmes de suivi, de contrôle et de surveillance. Le dialogue avec ces pays a été prolongé jusqu'à la fin 2014, et leurs progrès seront évalués à ce moment (voir

article *Agritrade* « [Les opérateurs exerçant des activités de pêche légales affectés par l'inclusion de la Guinée, du Belize et du Cambodge dans la liste noire de l'UE concernant la pêche INN](#) », 28 avril 2014).

Au Ghana, la prénotification de l'UE a provoqué quelques craintes et réactions. Mais, d'après le Ghana, très peu de détails concernant les critères appliqués par la CE et ayant justifié cette notification ont été donnés. Ce manque de communication apparent concernant les informations sur les critères utilisés par la CE a suscité quelques critiques au Ghana, certains estimant que les rapports et recommandations des inspections de l'UE devraient être rendus publics afin de clarifier comment les règlements de l'UE doivent être appliqués (voir article *Agritrade* « [La CE lève un "carton jaune" contre le Ghana et la Corée du Sud – mesures à prendre pour ne pas être inscrits sur la liste noire](#) », 23 décembre 2013).

3. Implications pour les pays ACP

Tirer profit des changements introduits dans les APPD pour améliorer les perspectives de développement durable

Étant donné l'abondance et la diversité des ressources halieutiques, ainsi que la proximité avec les marchés de l'UE dans le cas de l'Afrique de l'Ouest, les relations de pêche entre l'UE et les pays africains riverains de l'Atlantique sont très développées et variées. Les APPD avec les pays de la région figurent parmi les plus importants et

complexes que l'UE ait signés avec les pays tiers. Certaines questions qui ont été abordées dans les derniers APPD augmentent potentiellement les bénéfices sociaux et économiques pouvant être obtenus au niveau local.

Plus particulièrement, les discussions sur le renouvellement de l'APPD UE-Mauritanie ont souligné des aspects importants relatifs à la promotion des entreprises conjointes au travers des relations de pêche UE-ACP, et ont introduit une nouvelle base pour envisager les coûts d'accès pour les flottes de l'UE, à savoir le développement de la transformation locale et de l'ajout de valeur en tant que partie intégrante des accords d'entreprise conjointe. Des dispositions exigeant le débarquement obligatoire de toutes les captures ont été incluses dans l'APPD Mauritanie-UE. Cela offrira une base pour la transition vers davantage de transformation locale et d'ajout de valeur, à condition bien sûr que l'infrastructure locale et les capacités techniques locales puissent être améliorées. Dans le cas de la Mauritanie, cela exige que les opérateurs portuaires espagnols examinent avec leurs homologues mauritaniens le transfert de technologies, d'infrastructures, de procédures et de savoir-faire afin de développer les infrastructures de débarquement/transformation à plus forte valeur ajoutée en Mauritanie, ce qui constitue une piste intéressante à explorer. Le soutien sectoriel fourni au titre de l'APPD, ainsi que le soutien du FED, pourraient faciliter ce processus. Cette approche est potentiellement plus intéressante pour les pays ACP côtiers et insulaires.

Une autre question clé débattue dans l'APPD Mauritanie-UE était la base sur laquelle la compensation financière devait être fixée. Doit-elle être proportionnelle au niveau des possibilités de pêche, afin de garantir la rentabilité de l'utilisation de l'argent des

contribuables européens, ou le fait que l'UE ait un accès prioritaire à l'excédent avant les pays tiers doit-il être inclus dans la détermination de la compensation? Des questions concernant la nature des programmes de soutien sectoriel et la relation avec le déploiement de l'aide du FED ont également été posées.

Ces questions suggèrent qu'il est indispensable pour les gouvernements ACP qui envisagent de signer des APPD d'entamer un dialogue avec l'UE sur la nouvelle base « post-réforme de la PCP » pour fixer le niveau de la compensation financière.

Inscrire la lutte contre la pêche INN au rang des priorités

Comme cela a été observé au cours des 12 derniers mois, la réglementation de l'UE en matière de pêche INN peut avoir une influence profonde sur les pays africains de l'Atlantique, que ce soit au travers de l'impact des interdictions d'importation ou au travers de l'impact sur les entreprises conjointes privées. Plus généralement, les pratiques INN non seulement représentent des pertes économiques pour les pays impliqués dans le secteur de la pêche, y compris les communautés de pêche, mais elles mettent également en péril la gestion durable des

pêcheries. Il est extrêmement important que les pays ACP (en particulier en Afrique de l'Ouest où la pêche INN est fréquente) traitent avec vigueur les problèmes INN afin de maximiser les bénéfices à long terme pouvant être retirés du développement de leurs propres secteurs de la transformation/exportation et de la protection des intérêts des communautés de pêche locales dépendantes de l'accès à des stocks halieutiques sains.

Diversifier les partenaires, les marchés et les clients

Le développement d'une industrie du poisson orientée vers les exportations dans les pays africains riverains de l'Atlantique a certainement été favorisé par la perspective de pouvoir maintenir un libre accès au marché de l'UE grâce aux APE. Toutefois, cela a placé ces pays dans une situation quelque peu vulnérable, compte tenu de leur forte dépendance à l'égard des marchés de l'UE pour ces produits. Dans certains pays (par ex. l'Angola, qui a développé des entreprises conjointes avec des entreprises européennes telles que Pescanova), cette dépendance est encore plus marquée, étant donné la manière dont ont fonctionné les entreprises de pêche conjointes, en dépendant totalement de la société-mère pour leurs besoins financiers.

Dans le contexte du nouvel intérêt des entreprises étrangères pour les ressources halieutiques d'Afrique de l'Ouest (en particulier dans le secteur de la pêche aux pélagiques au Sénégal et en Mauritanie) et de la demande importante potentielle de pélagiques sur les marchés régionaux (Côte d'Ivoire, Ghana et Nigeria), il est indispensable, dans le cadre du développement des marchés, de mettre en place des chaînes d'approvisionnement alternatives reliant les zones de pêche artisanale des pélagiques à la demande des marchés régionaux.

Dans un premier temps, les pays devront veiller à ce que les flottes locales se voient accorder la priorité sur les « super-chalutiers » (de Russie, de Chine et de l'UE), mais, lorsqu'il s'agira d'accéder aux ressources pélagiques, les pays devront également adopter des pratiques qui facilitent le transport de poisson à travers la région, par exemple en mettant en œuvre la Convention douanière relative au transport international de marchandises, de façon à ce que le poisson puisse être transporté dans la région dans des camions réfrigérés sans que les conteneurs soient ouverts aux frontières, interrompant ainsi la chaîne du froid.

Principales sources

1. CE, « Fisheries partnership agreements », page d'accueil

http://ec.europa.eu/fisheries/cfp/international/agreements/index_en.htm

2. Conseil consultatif régional de la pêche lointaine de l'UE (LDRAC), page d'accueil

http://chil.org/pesca/group/ldac/page/ldac_main_eng

3. « Illegal fishing (IUU): The EU rules to combat illegal, unreported and unregulated fishing », page d'accueil

http://ec.europa.eu/fisheries/cfp/illegal_fishing/index_en.htm

4. *Stop Illegal Fishing*, page d'accueil

<http://www.stopillegalfishing.com/>

5. Association des organisations nationales d'entreprises de pêche de l'UE – Europeche, page d'accueil

<http://europeche.org/>

6. Coalition pour des accords de pêche équitables, page d'accueil

<http://www.cape-cffa.org>

7. *TransparentSea*, portail sur les nations de pêche en eaux lointaines

http://transparentsea.co/index.php?title=Category:Distant_water_fishing_...

8. REJOPRAO, plate-forme pour une pêche responsable en Afrique

<http://www.rejoprao.com/>

À propos de cette note de synthèse

Cette note de synthèse a été publiée en décembre 2014. D'autres publications dans cette série et des ressources supplémentaires sur le commerce agricole et de la pêche ACP-UE peuvent être trouvés en ligne à <http://agritrade.cta.int/fr>.



Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) est une institution internationale conjointe des États du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'Union européenne (UE). Il intervient dans les pays ACP pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, accroître la prospérité dans les zones rurales et garantir une bonne gestion des ressources naturelles. Il facilite l'accès à l'information et aux connaissances, favorise l'élaboration des politiques agricoles dans la concertation et renforce les capacités des institutions et communautés concernées.

Le CTA opère dans le cadre de l'Accord de Cotonou et est financé par l'UE.

Centre technique de coopération agricole et rurale (ACP-UE)
PO Box 380
6700 AJ Wageningen
Les Pays-Bas
Tél : +31 (0) 317 467 100
E-mail: cta@cta.int - www.cta.int